

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 15 octobre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "portant des dispositions fiscales", a donné le 21 octobre 1992 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 oktober 1992 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende fiscale bepalingen", heeft op 21 oktober 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est :

"... par le fait que de nombreuses dispositions du projet doivent, dans le cadre de la réalisation des objectifs budgétaires du Gouvernement, entrer en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1993 ou à partir du 1er janvier 1993. Il s'indique dès lors que le projet puisse être adopté et publié au Moniteur belge avant cette date".

*

I. OBSERVATION LIMINAIRE.

Pressé de donner son avis d'extrême urgence, le Conseil d'Etat, qui est actuellement saisi d'un nombre considérable de projets pour lesquels l'urgence est également invoquée, n'a pas pu consacrer à l'examen du projet de loi le temps qui serait nécessaire. Il doit, dès lors, se limiter à formuler certaines observations essentielles. L'absence d'observation concernant l'une ou l'autre disposition du projet ne signifie pas que les textes en projet ne soient ni critiquables, ni perfectibles. Dans un tel contexte, il va de soi que le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne saurait servir d'élément d'interprétation de la loi en projet.

.../...

II. OBSERVATIONS GENERALES.

1. Les besoins du Trésor, comme la correction d'"usage impropre" de la législation fiscale, exigent sans doute des réajustements fréquents de celle-ci.

La fréquence des changements et la précipitation dans laquelle ils interviennent sont devenues telles, cependant, que l'adage selon lequel "Nul n'est censé ignorer la loi" apparaît de plus en plus irréal et que la permanence de la loi est remise en cause en raison des défauts qui affectent celle-ci dès sa conception. La perspective d'une possibilité de nouvelles modifications, à bref délai, peut en effet inciter le législateur à adopter les nouveaux textes sous le bénéfice des corrections rétroactives dont la pratique révélerait, par la suite, la nécessité. L'imprévisibilité de ces changements répétés et des correctifs qui leur sont apportés, compromet la sécurité juridique. Le retour à une certaine stabilité législative, grâce à une amélioration de la qualité des textes, constituerait, en soi, un avantage pour les contribuables.

2. La section de législation a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de rappeler quels sont les principes qui régissent l'application dans le temps des lois fiscales en matière d'impôt sur les revenus, tels qu'ils ont été dégagés par la Cour de cassation et la doctrine.

.../...

L'application, aux lois fiscales, du principe général de la non-rétroactivité des lois, consacré par l'article 2 du Code civil, n'est pas contestée.

Etant inscrit dans ledit code, et non dans la Constitution, le principe n'a cependant que valeur de loi. Il constitue seulement une "recommandation solennelle faite par le législateur au législateur de l'avenir" (1), et celui-ci peut estimer que, dans certains cas, des circonstances particulières justifient qu'il soit dérogé à l'article 2 du Code civil. Une dérogation à cet article, exprimée dans une autre loi, norme de même niveau hiérarchique que l'article 2 du Code civil, peut être admissible (2), ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà noté (3).

Des précédents existent. Lorsque le Conseil d'Etat a eu à en connaître, il a observé qu'il appartenait au législateur d'apprécier, dans chaque espèce, si de telles circonstances spéciales étaient réunies (4).

(1) Conclusions Ganshof van der Meersch W.J. avant Cassation, 22 octobre 1970, Pasicrisie, 1971, 154.

(2) Exception faite de la loi pénale (Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, article 7).

(3) Avis donné le 2 juin 1986 sur un projet devenu la loi du 4 août 1986 portant des dispositions fiscales (Doc. Sénat, session 1985-1986, n° 310/1).

(4) Voyez, par exemple, l'avis du 2 février 1987 (Doc. Chambre, session 1986-1987, n° 864/1, pp. 45-46).

Si l'on considère que le régime fiscal du contribuable doit être définitivement fixé à la date de clôture de la période imposable, est rétroactive la disposition en matière d'impôt des sociétés qui est rendue applicable à un exercice comptable déjà clôturé à la date de promulgation de la loi (5). En revanche, lorsque le contribuable est redevable de l'impôt des personnes physiques, la période imposable coïncide, en règle générale, avec l'année civile précédant celle dont le millésime désigne l'exercice d'imposition (6)(7).

Certaines dispositions du projet présentement examiné sont à apprécier à la lumière des considérations qui précèdent. Celles qui aggravent la situation du contribuable devant retenir spécialement l'attention du législateur, il est fait référence au tableau dressé par le fonctionnaire délégué, dans lequel est indiqué le caractère favorable ou défavorable des mesures envisagées, tableau qui se présente comme suit :

(5) Voyez, par exemple, l'avis du 2 février 1987 (Doc. Chambre, session 1986-1987, n° 864/1, pp. 45-46).

(6) Arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du C.I.R., article 164, a.

(7) Cf. également l'avis du Conseil d'Etat du 13 juillet 1982 (Doc. Chambre, 28 (1981-1982) n° 31, p. 5) à propos des conséquences à tirer de l'article 111, alinéa 2, de la Constitution.

"Art. 1er	A
Art. 2	C
Art. 3	D
Art. 4	F
Art. 5	F
Art. 6	F
Art. 7	D
Art. 8	D
Art. 9	F
Art. 10	F
Art. 11	D
Art. 12	D
Art. 13	D
Art. 14	F
Art. 15	A
Art. 16	D
Art. 17	F
Art. 18	D
Art. 19	D
Art. 20	D
Art. 21	A
Art. 22	C
(...)	
Art. 25	D
Art. 26	F
Art. 27	D
Art. 28	D
Art. 29	C
Art. 30	C
Art. 31	C
Art. 32	A
(...)	
Art. 34	F
Art. 35	D
Art. 36	F
(...)	
Art. 38	C
Art. 39	C
Art. 40	C
Art. 41	C

F = favorable

D = défavorable

A = adaptation à l'évolution de la législation

C = correction erreur matérielle".

.../...

Le caractère favorable de certaines des mesures législatives envisagées n'enlève rien à la pertinence de deux réserves : d'une part, il est ainsi porté atteinte aux droits déjà acquis par le Trésor public; d'autre part, le contribuable, en vue d'éviter les effets injustes des mesures en voie d'être corrigées, peut s'être résigné à prendre des décisions coûteuses ou irréversibles (exemple : choix d'un nouveau domicile ou d'un nouvel employeur, en ce qui concerne la disposition fiscale corrigée par l'article 9 du projet de loi); la rétroactivité de la loi peut ne pas être une panacée.

III. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Le projet appelle les observations de principe énoncées ci-après.

Article 9.

La disposition en projet tend à corriger, une nouvelle fois, le régime fiscal applicable aux non-résidents, résultant de l'article 314 de la loi du 22 décembre 1989, qui a intégralement remplacé, à partir de l'exercice d'imposition 1991, le titre du Code des impôts sur les revenus relatif à l'impôt des non-résidents. Les dispositions adoptées à cette date ont été partiellement annulées

.../...

par l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 21 novembre 1991 (8), qui admet que "la règle constitutionnelle de l'égalité des Belges devant la loi n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de personnes, pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause. Le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

L'exposé des motifs du projet de loi doit être complété afin de faire apparaître clairement que le traitement différencié des contribuables établi par le projet est compatible avec l'article 6 de la Constitution. Il doit en outre révéler le choix des auteurs du projet, de considérer les contribuables mariés, isolément ou comme formant un ménage, pour l'application des dispositions nouvelles. Ce choix -à justifier également au regard du principe d'égalité- devra être exprimé sans ambiguïté dans le dispositif. La nécessité en est démontrée par l'exemple suivant fourni par l'administration :

"Gehuwde niet-inwoner (werknemer - inwoner van Frankrijk - geen grensarbeider - 2 kinderen ten laste - de echtgenote verkrijgt bezoldigingen van Franse oorsprong : 350.000 F (12 m) - de bezoldigingen van de man (van Belgische oorsprong) bedragen 600.000 F (12 m);

(8) Moniteur belge du 14 décembre 1991.

- de tekst van het ontwerp is onvolledig in die zin dat het niet duidelijk is of de beroepsinkomsten van de echtgenote al dan niet in aanmerking komen voor de berekening van 75 %-grens;
- indien er in het ontwerp geen rekening is gehouden met de beroepsinkomsten van de echtgenote, ontstaat er een situatie die niet-inwoners bevoordeelt t.o.v. rijksinwoners met dezelfde beroepsinkomsten;
- (zie vergelijkend voorbeeld met de 5 volgende situaties) :

	<u>Belasting</u>
1. Man en vrouw zijn rijksinwoner (PB) :	<u>203.800 F</u>
2. Man en vrouw zijn niet-rijksinwoner (toepassing art. 9 ontwerp - met huwelijksquotiënt)	<u>74.750 F</u>
3. Idem als 2 (toepassing art. 9 ontwerp - geen huwelijksquotiënt)	<u>97.200 F</u>
4. Idem als 2 (toepassing art. 9 ontwerp - 75 % regel - man belast als alleenstaande)	<u>132.700 F</u>
5. Idem als 2 (geen toepassing art. 9 ontwerp - niet voldaan aan 75 %-regel)	<u>202.500 F"</u>

Dans un ordre d'idées voisin, la compatibilité du régime en projet avec les principes consacrés par la Cour d'arbitrage, devra être vérifiée en ce qui concerne les titulaires d'une pension belge, à l'égard desquels les nouvelles règles sont plus restrictives.

L'effet rétroactif des mesures envisagées sera dès lors défavorable à certains de ces titulaires de pension, sans qu'on aperçoive les raisons de cette rétroactivité à leur égard.

.../...

Article 15.

Les personnes physiques et morales ainsi que les associations de fait, visées au projet, sont celles qui sont tenues de fournir des renseignements à l'administration des contributions directes "dans le cadre des obligations qui leur sont imposées par une disposition législative ou réglementaire relative aux impôts sur les revenus" (article 314 du Code des impôts sur les revenus 1992).

Le numéro fiscal d'identification que ces personnes devront reproduire est le même que le numéro d'identification figurant au registre national des personnes physiques (article 314 du même Code). On sait que l'usage de ce numéro est assujéti par la loi à des conditions strictes d'autorisation, parce qu'il facilite l'accès à un grand nombre d'informations personnelles, dont certaines sont confidentielles.

On voit difficilement comment le Roi pourrait respecter les principes consacrés par la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques. En tout état cause, il conviendra de demander l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Le texte doit donc être omis ou fondamentalement revu, à la lumière de l'avis que la Commission de la protection de la vie privée sera amenée à donner sur cette question fondamentale, où sont en cause les princi-

.../...

pes consacrés dans la loi du 8 août 1983 précitée (9) (10).

Article 24.

Sous réserve de l'observation générale n° 2, il est observé que le paragraphe 9 dispose que :

"L'article 9 est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1991".

Or, l'article 9 modifie l'article 244, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 qui, en vertu de la loi de confirmation dudit Code, ne s'applique lui-même qu'à partir de l'exercice d'imposition 1992.

(9) Lors de l'adoption du texte devenu l'article 314 du Code il avait été précisé que "l'utilisation du numéro fiscal d'identification des personnes physiques sera soumise aux règles propres au numéro national du registre national des personnes physiques en vue de respecter, de cette façon, la vie privée" (Doc. Sénat 440-1 (S.E. 1988), p. 29).

(10) A titre subsidiaire, il convient de relever que les personnes qui pourront être contraintes à utiliser ce numéro d'identification sont innombrables puisque tout tiers quelconque peut être appelé à fournir des renseignements à propos d'un contribuable déterminé (articles 322 et 323 du Code). On ne voit pas comment ces tiers, invités à fournir des renseignements, pourront obtenir du registre national la communication du numéro (en dehors des cas où ils y ont été expressément autorisés par un arrêté royal). Or s'ils ne l'indiquent pas dans leur réponse, ils peuvent être punis d'une amende de 200 francs à 10.000 francs (articles 314, § 7, et 445 du Code).

Il existe dès lors une contradiction à laquelle il pourrait être remédié, de l'accord du délégué du Ministre, de la façon suivante :

- 1° prévoir que l'article 9 du projet est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1992 (c.-à-d. supprimer le paragraphe 9 de l'article 24 et compléter la liste des articles visés au paragraphe 1er de cet article);
- 2° insérer parmi les dispositions transitoires du Code un nouvel article qui pourrait être rédigé comme suit :

"L'article 150, § 2, du Code des impôts sur les revenus, tel qu'il a été modifié par l'article 314 de la loi du 22 décembre 1989, est également applicable, pour l'exercice d'imposition 1991, aux contribuables non-résidents qui n'ont pas maintenu un foyer d'habitation en Belgique et qui ont exercé en Belgique pendant au moins neuf mois entiers au cours de la période imposable une activité professionnelle dont ils tirent des rémunérations visées à l'article 228, § 2, 6° ou 7°, ou qui, pendant le même laps de temps, ont recueilli des pensions visées à l'article 228, § 2, 6°, pour autant que ces rémunérations ou pensions s'élèvent à 75 p.c. au moins du total des revenus professionnels de sources belge et étrangère".

Article 28.

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise.

.../...

Article 30.

Il y a lieu de se demander si l'obligation faite à la Commission bancaire et financière d'informer le Ministre des Finances de l'existence d'un mécanisme ayant pour but ou pour effet d'organiser des infractions à la loi fiscale et impliquant une complicité de l'établissement et du client dans un but de fraude fiscale, n'est pas contraire à l'article 12 de la directive 77/780/CEE du Conseil du 12 décembre 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, dont l'alinéa 1er impose le secret professionnel et ne permet d'y déroger que dans les cas relevant du droit pénal.

Article 34.

Les auteurs du projet devraient s'expliquer, dans l'exposé des motifs, sur les répercussions que l'article du projet pourrait avoir, à leurs yeux, sur la jurisprudence des Cours d'appel (11).

Article 57.

Sous réserve de l'observation générale n° 1, les considérations développées dans l'exposé des motifs sur les

(11) Voyez notamment Cour d'appel de Mons, 25 novembre 1988, J.T.F. 1989, pp. 117-120.

règles transitoires doivent figurer dans le dispositif même du projet.

De plus, il conviendrait, à tout le moins, de tenir compte de la situation de la personne qui aurait conclu, peu avant l'entrée en vigueur de la loi, un compromis de vente d'un immeuble qu'elle a acquis au cours de la période précédant de deux ans à cinq ans la date de la signature du compromis.

Une disposition transitoire devrait être insérée à cet effet dans le projet.

Article 65.

Il n'est pas indiqué de mentionner dans l'article 29 du Code d'instruction criminelle les modalités de désignation des fonctionnaires chargés d'autoriser la communication de certains faits au procureur du Roi.

Cette désignation doit faire l'objet d'un arrêté royal relatif à l'organisation interne du Ministère des Finances.

Article 66.

Un arrêté royal délibéré en conseil des ministres ne peut déterminer que les modalités selon lesquelles des fonctionnaires sont mis à la disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail; il ne pourrait pas régler les

.../...

modalités de collaboration de ces fonctionnaires avec ces magistrats. Il est, dès lors, proposé de rédiger la disposition comme suit :

"Des fonctionnaires des administrations fiscales, désignés par le Ministre des Finances, sont mis à la disposition du procureur du Roi ou de l'auditeur du travail, aux fins de les assister dans l'exercice de leurs missions.

Le Roi détermine par arrêté royal délibéré en conseil des ministres les modalités de cette mise à disposition".

IV. OBSERVATIONS SUR LA FORME.

1. Dans le texte français, il faut écrire "Chapitre premier".

2. Dans le texte français, il faut écrire "Section première", sous le chapitre premier.

L'observation vaut également pour le chapitre II.

3. Au chapitre II, section II, du texte français, il faut écrire "Sous-section première".

.../...

4. Il n'est pas d'usage d'introduire un article par un intitulé. L'intitulé des articles 24, 33, 37, 42 à 44 et 64 à 67 doit donc être supprimé.

5. La division en paragraphes des articles 49 et 64 ne se justifie pas, puisque chacun des paragraphes ne comporte qu'un alinéa.

6. Comme l'article 180 du Code des impôts sur les revenus 1992 a été modifié par la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, la phrase liminaire de l'article 5 devrait être rédigée comme suit :

"L'article 180 du même code, modifié par la loi du 28 juillet 1992, est complété comme suit :".

7. A l'article 7, in fine, il y a lieu d'écrire "... visés à l'article 56, § 2, 2^o, h".

8. De l'accord des fonctionnaires délégués, il y a lieu d'écrire au début de l'article 10 : "... établies en contravention à l'article 9 de la présente loi".

En outre, l'article 10 devrait faire apparaître plus clairement qu'il s'agit de modifications ou de dérogations à l'article 376 du Code des impôts sur les revenus 1992.

.../...

9. La phrase liminaire de l'article 16 serait mieux rédigée comme suit :

"Dans le même code, modifié par la loi du 28 juillet 1992, il est inséré un article 412bis rédigé comme suit :".

10. Dans la phrase liminaire de l'article 17, mieux vaut écrire "alinéa 5" au lieu de "dernier alinéa".

11. A l'article 21, mieux vaut écrire :

"L'alinéa 1er n'est pas applicable ...".

Une observation analogue vaut pour les articles 46, 53, 56, 60 et 63.

12. Compte tenu de son objet, l'article 23 trouverait mieux sa place dans une section distincte, intitulée "Section III. Confirmation d'arrêtés royaux", à insérer après l'article 42, à la fin du chapitre premier.

13. L'intitulé de la section II du chapitre premier du projet est manifestement inadéquat; il est dès lors proposé de le remplacer par l'intitulé suivant : "Section II. Modifications diverses".

.../...

14. A l'article 25, la phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Dans le livre III, titre III, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, modifié par les lois des 23 octobre 1991, 28 juillet 1992 et 5 août 1992, il est inséré un article 142bis rédigé comme suit :".

15. En ce qui concerne l'article 26, il y a lieu de se référer à l'observation formulée ci-après au sujet de l'article 32.

16. Dans la phrase liminaire de l'article 28, les mots "complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :" doivent être remplacés par les mots "complété par les alinéas suivants :".

17. La disposition que l'article 32 du projet entend remplacer constitue, en réalité, une disposition modificative de l'article 143, § 1er, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers ainsi que de l'article 122 du Code des droits d'enregistrement d'hypothèque et de greffe.

Comme il est généralement déconseillé, par souci de clarté, de procéder à des modifications en cascade, il est proposé de supprimer l'article 32 et de rédiger les articles 26 et 54 du projet de la manière suivante :

.../...

"Article 26.-

Dans l'article 143, § 1er, de la même loi, modifié par la loi du 5 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les mots "visées aux articles 114, 118 et 119bis" sont remplacés par les mots "visées aux articles 114, 118 et 119quinquies";
- 2° les mots "autre que des réductions de valeur et moins-values sur actions ou parts" sont insérés entre les mots "charges professionnelles" et les mots "sans préjudice toutefois".

Article 54.-

Dans l'article 122 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par les lois des 14 avril 1965, 22 juillet 1970, 22 décembre 1989 et 4 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1er, 4°, les mots "visées aux articles 114, 118 et 119bis" sont remplacés par les mots "visées aux articles 114, 118 et 119quinquies";
- 2° l'alinéa suivant est ajouté :

"Toutefois, le droit proportionnel, sans déduction du droit fixe général déjà perçu, devient exigible lorsque la société d'investissement visée à l'ali-

.../...

néa 1er, 4º, n'obtient pas ou perd, selon le cas, l'agrément prévu à l'article 120, § 2, de la loi du 4 décembre 1990, précitée, et ce à compter de la date de la décision de refus ou de retrait de l'agrément"".

18. Compte tenu des suggestions émises à propos des articles 26 et 32, il est proposé de remplacer l'article 33, § 3 et § 4 par le texte suivant :

"§ 3. L'article 26, 2º, entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1992.

§ 4. L'article 26, 1º, produit ses effets le 19 septembre 1992".

19. On peut difficilement soutenir que la subdivision "Section III. Arrêtés royaux" contribue à améliorer la manière dont est structuré le dispositif. Vu son inutilité, cette subdivision devrait être omise.

20. L'article 34 serait mieux rédigé comme suit :

"Sont abrogés :

- 1º l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté royal du 28 août 1926 relatif à l'application d'un coefficient de majoration aux impôts directs et taxes y assimilées, payés tardivement;

.../...

- 2° l'article 11 de l'arrêté royal n° 4 du 22 août 1934 modifiant les dispositions légales en matière d'impôts directs et taxes y assimilées".

21. L'article 45 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans l'article 74 du même code, remplacé par l'article 71 de la loi du 4 août 1986, les paragraphes 3 et 5 sont abrogés".

Les articles 52, 55, 59 et 62 doivent être rédigés de la même manière.

22. Quant à l'article 50, il y a lieu, au 2°, de citer la loi du 21 août 1903 avec ses modifications.

En outre, étant donné la suppression du droit d'accise sur le sucre, il y a lieu d'ajouter un 3° prévoyant l'abrogation des articles 27 à 35 de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises.

Il est, dès lors, proposé de rédiger l'article 50 comme suit :

"Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 19 août 1992 modifiant ...;
- 2° au 1er janvier 1993, la loi du 21 août 1903 relative à la fabrication et à l'importation des sucres, modifié

.../...

par la loi du 13 juillet 1930, l'arrêté royal n° 83 du 16 janvier 1935 et les lois du 10 octobre 1967 et du 6 juillet 1978;

- 3° au 1er janvier 1993, le chapitre IV et les articles 27 à 35 de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises, modifiés par la loi du 6 juillet 1978".

23. Mieux vaut rédiger l'article 51 comme suit :

"A l'article 1er des ..., modifié par la loi du 28 juillet 1992, dont le texte actuel formera le paragraphe 1er, il est inséré un paragraphe 2 rédigé comme suit :".

24. En ce qui concerne l'article 54, il y a lieu de se référer à l'observation n° 17 ci-dessus.

25. L'article 57 doit être rédigé comme suit :

"L'article 212 du même code, rétabli par la loi du 13 août 1947 et modifié par les lois ...".

L'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 est en effet devenu sans objet à la suite de la loi du 17 juillet 1985.

26. En ce qui concerne l'article 61, l'insertion du livre III en projet - lequel instaure une taxe annuelle sur les centres de coordination - dans le Code des droits de

.../...

succession, n'est pas justifiée dans l'exposé des motifs, alors qu'une telle réglementation n'a aucun rapport avec la matière dudit code.

En réalité, la disposition en projet trouverait mieux sa place dans l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création des centres de coordination, lequel arrêté doit par ailleurs être cité avec son intitulé dans l'article 162bis, alinéa 2, en projet.

27. En conséquence de l'observation n° 17 formulée ci-dessus, il y a lieu de compléter l'article 64 par un alinéa rédigé comme suit :

"L'article 54, 1°, produit ses effets le 19 septembre 1992".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... par le fait que de nombreuses dispositions du projet doivent, dans le cadre de la réalisation des objectifs budgétaires du Gouvernement, entrer en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1993 ou à partir du 1er janvier 1993. Il s'indique dès lors que le projet puisse être adopté et publié au Moniteur belge avant cette date".

I. INLEIDENDE OPMERKING.

De Raad van State, die thans om advies wordt gevraagd over een aanzienlijk aantal ontwerpen waarvoor eveneens een spoedbehandeling wordt gevraagd, heeft niet de nodige tijd kunnen wijden aan het onderzoek van het ontwerp van wet omdat hij tot uiterste spoed is aangezet om zijn advies te geven. De Raad moet zich bijgevolg bepalen tot het maken van bepaalde essentiële opmerkingen. Het ontbreken van enige opmerking betreffende een of andere bepaling van het ontwerp betekent niet dat de ontworpen teksten niet voor kritiek of voor verbetering vatbaar zijn. In een zodanige context mag het stilzwijgen van de afdeling wetgeving in verband met die bepalingen uiteraard niet worden aangewend om de ontworpen wet te interpreteren.

.../...

II. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. De behoeften van de Schatkist alsmede de rechtzetting van "onjuiste aanwending" van de fiscale wetgeving vereisen ongetwijfeld dat zij herhaaldelijk wordt aangepast.

De wijzigingen zijn evenwel zo frequent en ze worden met een zodanige haast aangebracht dat het adagium volgens hetwelk "iedereen geacht wordt de wet te kennen" hoe langer hoe irreëler lijkt en dat de bestendigheid van de wet op losse schroeven wordt gezet wegens de gebreken die de wet reeds bij het ontwerpen ervan vertoont. Het vooruitzicht dat mogelijk op korte termijn nieuwe wijzigingen worden aangebracht, kan de wetgever er immers toe aanzetten de nieuwe teksten goed te keuren onder voorbehoud van wijzigingen met terugwerkende kracht die achteraf in de praktijk noodzakelijk blijken. De onvoorspelbaarheid van die herhaalde wijzigingen en de verbeteringen die erin worden aangebracht, brengen de rechtszekerheid in het gedrang. De terugkeer naar enige wetgevende bestendigheid, dank zij de verbetering van de kwaliteit van de teksten, zou, op zich, een voordeel betekenen voor de belastingplichtigen.

2. De afdeling wetgeving heeft meermaals de gelegenheid gehad om te herinneren aan de door het Hof van Cassatie en de rechtsleer omschreven beginselen die ten grondslag liggen aan de tijdruimtelijke toepassing van de fiscale wetten inzake inkomstenbelastingen.

.../...

De toepassing van het algemeen beginsel dat wetten niet terugwerken, dat bekrachtigd is door artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, op de fiscale wetten, wordt niet betwist.

Het principe, dat in het genoemde wetboek is opgenomen en niet in de Grondwet, heeft hierom weliswaar slechts de waarde van een wet. Het vormt slechts een "recommandation solennelle faite par le législateur au législateur de l'avenir" (12), en deze kan ervan uitgaan dat bijzondere omstandigheden in sommige gevallen rechtvaardigen dat er van artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek wordt afgeweken. Een afwijking van dat artikel die wordt opgenomen in een andere wet, een rechtsregel van hetzelfde hiërarchische niveau als artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, kan aanvaardbaar zijn (13), zoals de Raad van State eerder heeft opgemerkt (14).

Er bestaan precedentes. Telkens als de Raad van State daarvan kennis heeft moeten nemen, heeft hij erop gewezen dat het de taak is van de wetgever voor elk geval te

(12) Conclusie Ganshof van der Meersch W.J. voor Cassatie, 22 oktober 1970, Pasicrisie, 1971, 154.

(13) Met uitzondering van de strafwet (Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, artikel 7).

(14) Advies gegeven op 2 juni 1986 over een ontwerp dat de wet van 4 augustus 1986 houdende fiscale bepalingen is geworden (Gedr. St., Senaat, zitting 1985-1986, nr. 310/1).

oordelen of zulke bijzondere omstandigheden voorhanden zijn (15).

Indien men ervan uitgaat dat de belastingregeling van de belastingplichtige definitief moet zijn vastgesteld op de datum waarop het belastbare tijdperk wordt afgesloten, heeft de bepaling inzake vennootschapsbelasting die van toepassing wordt gemaakt op een boekjaar dat reeds is afgesloten op de dag dat de wet wordt afgekondigd terugwerkende kracht (16). Wanneer de belastingplichtige de personenbelasting verschuldigd is, valt het belastbare tijdperk daarentegen in de regel samen met het kalenderjaar vóór dat waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd (17)(18).

Sommige bepalingen van het hier onderzochte ontwerp moeten worden beoordeeld in het licht van de vorenstaande overwegingen. Aangezien de bepalingen die de belastingdruk op de belastingplichtige verhogen de bijzondere aandacht van

(15) Zie bijvoorbeeld het advies van 2 februari 1987 (Gedr. St. Kamer, zitting 1986-1987, nr. 864/1, blz. 45-46).

(16) Zie bijvoorbeeld het advies van 2 februari 1987 (Gedr. St. Kamer, zitting 1986-1987, nr. 864/1, blz. 45-46).

(17) Koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, artikel 164, a.

(18) Zie eveneens het advies van de Raad van State van 13 juli 1982 (Gedr. St. Kamer, 28 (1981-1982) nr. 31, blz. 5) in verband met de gevolgen die moeten worden getrokken uit artikel 111, tweede lid, van de Grondwet.

de wetgever moeten hebben, wordt verwezen naar de door de gemachtigde ambtenaar opgemaakte tabel, waarin wordt aangegeven of de voorgenomen maatregelen gunstig of ongunstig zijn; de tabel wordt als volgt voorgesteld :

"Art. 1	A
Art. 2	C
Art. 3	D
Art. 4	F
Art. 5	F
Art. 6	F
Art. 7	D
Art. 8	D
Art. 9	F
Art. 10	F
Art. 11	D
Art. 12	D
Art. 13	D
Art. 14	F
Art. 15	A
Art. 16	D
Art. 17	F
Art. 18	D
Art. 19	D
Art. 20	D
Art. 21	A
Art. 22	C
(...)	
Art. 25	D
Art. 26	F
Art. 27	D
Art. 28	D
Art. 29	C
Art. 30	C
Art. 31	C
Art. 32	A
(...)	
Art. 34	F
Art. 35	D
Art. 36	F
(...)	
Art. 38	C
Art. 39	C
Art. 40	C

Art. 41

C

F = gunstig

D = ongunstig

A = aanpassing aan de ontwikkeling van de wetgeving

C = verbetering verschrijving".

Het gunstig karakter van sommige in uitzicht gestelde maatregelen ter zake van wetgeving doet geenszins afbreuk aan de relevantie van twee beperkingen : enerzijds wordt aldus afbreuk gedaan aan de door de Schatkist reeds verkregen rechten; anderzijds kan de belastingplichtige, om de onrechtvaardige gevolgen van de maatregelen die nog moeten worden verbeterd te vermijden, er zich bij hebben neergelegd dure en onomkeerbare beslissingen te nemen (voorbeeld : keuze van een nieuwe woonplaats of van een nieuwe werkgever, wat de fiscale bepaling betreft die door artikel 9 van het ontwerp van wet wordt gecorrigeerd); de terugwerking van de wet kan wellicht niet alles oplossen.

III. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Bij het ontwerp behoren de hierna vermelde principiële opmerkingen te worden gemaakt.

Artikel 9.

De ontworpen bepaling beoogt nogmaals de fiscale regeling te verbeteren die van toepassing is op de niet-

.../...

inwoners, die het gevolg is van artikel 314 van de wet van 22 december 1989 welke, met ingang van het aanslagjaar 1991, in zijn geheel de titel van het Wetboek der inkomstenbelastingen betreffende de belasting der niet-inwoners vervangt. De op die datum goedgekeurde bepalingen zijn gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van het Arbitragehof van 21 november 1991 (19), waarin wordt toegegeven dat "de grondwettelijke regel van de gelijkheid van de Belgen voor de wet (...) niet uitsluit dat een verschil in behandeling volgens bepaalde categorieën van personen zou worden ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve redelijke verantwoording moet worden beoordeeld met betrekking tot het doel en de gevolgen van de bestreden maatregel en de aard van de beginselen in het geding. Het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat de aangewende middelen redelijkerwijze niet evenredig zijn met het beoogde doel".

De memorie van toelichting bij het ontwerp van wet moet worden aangevuld om duidelijk te laten blijken dat de door het ontwerp ingevoerde gedifferentieerde behandeling van de belastingplichtigen bestaanbaar is met artikel 6 van de Grondwet. In de memorie moet bovendien tot uiting komen of de stellers van het ontwerp ervoor hebben gekozen de gehuwde belastingplichtigen, voor de toepassing van de nieuwe bepalingen als alleenstaande te beschouwen of als een gezin. Aan die keuze - die eveneens moet worden verantwoord ten opzichte van het gelijkheidsbeginsel - moet ondubbelzinnig uitdrukking worden gegeven in het bepalend gedeelte. De

(19) Belgisch Staatsblad van 14 december 1991.

noodzaak daarvan wordt bewezen met het volgende, door het bestuur verstrekte voorbeeld :

"Gehuwde niet-inwoner (werknemer - inwoner van Frankrijk - geen grensarbeider - 2 kinderen ten laste - de echtgenote verkrijgt bezoldigingen van Franse oorsprong : 350.000 F (12 m) - de bezoldigingen van de man (van Belgische oorsprong) bedragen 600.000 F (12 m);

- de tekst van het ontwerp is onvolledig in die zin dat het niet duidelijk is of de beroepsinkomsten van de echtgenote al dan niet in aanmerking komen voor de berekening van 75 %-grens;
- indien er in het ontwerp geen rekening is gehouden met de beroepsinkomsten van de echtgenote, ontstaat er een situatie die niet-inwoners bevoordeelt t.o.v. rijksinwoners met dezelfde beroepsinkomsten;
- (zie vergelijkend voorbeeld met de 5 volgende situaties) :

	<u>Belasting</u>
1. Man en vrouw zijn rijksinwoner (PB) :	<u>203.800 F</u>
2. Man en vrouw zijn niet-rijksinwoner (toepassing art. 9 ontwerp - met huwelijksquotiënt)	<u>74.750 F</u>
3. Idem als 2 (toepassing art. 9 ontwerp - geen huwelijksquotiënt)	<u>97.200 F</u>
4. Idem als 2 (toepassing art. 9 ontwerp - 75 % regel - man belast als alleenstaande)	<u>132.700 F</u>
5. Idem als 2 (geen toepassing art. 9 ontwerp - niet voldaan aan 75 %-regel)	<u>202.500 F"</u>

.../...

Hierbij aansluitend zal moeten worden nagegaan of de ontworpen regeling bestaanbaar is met de door het Arbitragehof vastgelegde beginselen wat de trekkers van een Belgisch pensioen betreft, ten opzichte van wie de nieuwe regels beperkender zijn.

De terugwerkende kracht van de voorgenomen maatregelen zal bijgevolg ongunstig zijn voor sommige van die pensioentrekkers, zonder dat duidelijk is waarom die terugwerkende kracht op hen van toepassing is.

Artikel 15.

De natuurlijke en rechtspersonen en de feitelijke verenigingen bedoeld in het ontwerp zijn die welke ertoe gehouden zijn informatie te verstrekken aan de administratie der directe belastingen "in het kader van de verplichtingen welke hun zijn opgelegd door een wets- of verordeningsbepaling betreffende de inkomstenbelastingen" (artikel 314 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992).

Het fiscale identificatienummer dat die personen moeten overleggen stemt overeen met het identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen (artikel 314 van hetzelfde Wetboek). Het is geweten dat het gebruik van dat nummer door de wet aan strikte machtigingsvoorwaarden gebonden is, omdat het de toegang tot een groot aantal persoonlijke informatie, waaronder vertrouwelijke informatie, vergemakkelijkt.

.../...

Het is moeilijk om in te zien hoe de Koning de beginselen vastgelegd in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen zou kunnen naleven. Hoe dan ook, het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dient gevraagd te worden.

De tekst dient derhalve te vervallen of grondig herzien te worden in het licht van het advies dat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zal moeten geven over die fundamentele vraag, waar de in de genoemde wet van 8 augustus 1983 vastgelegde beginselen in het geding zijn (20)(21).

-
- (20) Bij het aannemen van de tekst die artikel 314 van het Wetboek is geworden was bepaald dat "het gebruik van het fiscaal identificatienummer der natuurlijke personen onderworpen is aan de regelen die eigen zijn aan het nationaal nummer in het Rijksregister der natuurlijke personen en om op die wijze de privacy te beschermen" (Parl. St. 440-1 (B.Z. 1988), blz. 29).
- (21) Subsidiair dient erop gewezen te worden dat talloze personen gedwongen kunnen zijn dat identificatienummer te gebruiken aangezien onverschillig welke derde persoon kan worden gevraagd informatie te verstrekken over een bepaalde belastingplichtige (artikelen 322 en 323 van het Wetboek). Het is niet duidelijk hoe die derden, die gevraagd worden informatie te verstrekken, van het Rijksregister het nummer te weten kunnen komen (afgezien van de gevallen waarbij ze hiertoe uitdrukkelijk toestemming hebben gekregen bij een koninklijk besluit). Als ze het niet in hun antwoord vermelden, kunnen ze immers met een geldboete van 200 tot 10.000 frank bestraft worden (artikelen 314, § 7, en 445 van het Wetboek).

.../...

Artikel 24.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking nr. 2, wordt opgemerkt dat paragraaf 9 bepaalt dat :

"Artikel 9 van toepassing (is) vanaf het aanslagjaar 1991".

Welnu, artikel 9 wijzigt artikel 244, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, dat krachtens de wet tot bekrachtiging van dat Wetboek, zelf pas vanaf het aanslagjaar 1992 van toepassing is.

Derhalve bestaat er een tegenstrijdigheid die, de gemachtigde van de Minister is het daarmee eens, op de volgende wijze verholpen kan worden :

- 1° ervoor zorgen dat artikel 9 van het ontwerp vanaf het aanslagjaar 1992 van toepassing is (d.w.z. paragraaf 9 van artikel 24 opheffen en de lijst van artikelen bedoeld in paragraaf 1 van dat artikel aanvullen);
- 2° bij de overgangsbepaling van het Wetboek een nieuw artikel invoegen dat als volgt geredigeerd zou kunnen worden :

"Artikel 150, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zoals gewijzigd bij artikel 314 van de wet van 22 december 1989, is voor het aanslagjaar 1991 tevens van toepassing op de niet-inwonende belastingplichtigen die geen tehuis in België hebben

.../...

behouden en die gedurende ten minste negen volle maanden tijdens het belastbare tijdperk in België een beroeps-werkzaamheid hebben uitgeoefend waarvoor zij bezoldigingen bedoeld in artikel 228, § 2, 6° of 7°, ontvangen hebben of die gedurende dezelfde periode pensioenen bedoeld in artikel 228, § 2, 6°, verkregen hebben, in zoverre die bezoldigingen of pensioenen ten minste 75 pct. bedragen van het totaal van de in België of in het buitenland verkregen beroepsinkomsten".

Artikel 28.

In het tweede lid van de ontworpen tekst dienen de woorden "in zoverre die bestanddelen erin worden teruggevonden" door de woorden "in zoverre die bestanddelen erin worden teruggevonden" vervangen te worden.

Artikel 30.

De vraag rijst of de verplichting van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen om de Minister van Financiën in te lichten over het bestaan van een mechanisme dat tot doel of tot gevolg heeft overtredingen van de fiscale wetgeving te bewerkstelligen en dat medeplichtigheid van de instelling en de cliënt met het oog op belastingontduiking inhoudt, niet in strijd is met artikel 12 van richtlijn 77/780/EEG van de Raad dd. 12 december 1977 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van

de werkzaamheden van kredietinstellingen, waarvan het eerste lid het beroepsgeheim oplegt en een afwijking hierop alleen toestaat in de gevallen die het strafrecht betreffen.

Artikel 34.

De stellers van het ontwerp zouden in de memorie van toelichting uiteen moeten zetten wat volgens hen de gevolgen van het ontworpen artikel op de rechtspraak van de hoven van beroep zouden kunnen zijn (22).

Artikel 57.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking nr. 1, dienen de in de memorie van toelichting gemaakte beschouwingen over de overgangsregels vermeld te worden in het bepalend gedeelte zelf van het ontwerp.

Bovendien dient tenminste rekening gehouden te worden met de situatie waarbij een persoon die kort vóór de inwerkingtreding van de wet een overeenkomst gesloten zou hebben inzake de verkoop van een onroerend goed dat hij in de periode van twee tot vijf jaar vóór de datum van ondertekening van de overeenkomst heeft verworven.

(22) Zie inzonderheid Hof van beroep Bergen, 25 november 1988, J.T.F. 1989, blz. 177-120.

Hiertoe zou een overgangsbepaling in het ontwerp ingevoegd moeten worden.

Artikel 65.

Het is niet geraten om in artikel 29 van het Wetboek van strafvordering nadere regels te geven omtrent het aanwijzen van de ambtenaren wier taak het is machtiging te verlenen om bepaalde feiten aan de procureur des Konings mee te delen.

Die aanwijzing moet geregeld worden in een koninklijk besluit betreffende de interne organisatie van het Ministerie van Financiën.

Artikel 66.

Een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit kan alleen maar de nadere regels bepalen volgens welke ambtenaren ter beschikking van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur worden gesteld; de wijze van samenwerking tussen die ambtenaren en de magistraten kan het niet regelen. Derhalve wordt voorgesteld de bepaling als volgt te redigeren :

"Ambtenaren van de fiscale besturen die door de Minister van Financiën zijn aangewezen, worden ter beschikking van de procureur des Konings of van de arbeidsauditeur

.../...

gesteld teneinde hen bij te staan in de uitoefening van hun taken.

De Koning bepaalt bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit de nadere regels omtrent die terbeschikkingstelling".

IV. OPMERKINGEN OMTRENT DE VORM.

1. In de Franse tekst moet worden geschreven "Chapitre premier".

2. In de Franse tekst moet onder "Chapitre premier" worden geschreven "Section première".

Die opmerking geldt eveneens voor hoofdstuk II.

3. In hoofdstuk II, afdeling II, van de Franse tekst moet worden geschreven "Sous-section première".

4. Het is niet gebruikelijk een artikel in te leiden door middel van een opschrift. Het opschrift van de artikelen 24, 33, 37, 42 tot 44 en 64 tot 67 behoort derhalve te worden weggelaten.

.../...

5. Er bestaat geen grond voor de indeling van de artikelen 49 en 64 in paragrafen, aangezien elke paragraaf slechts één enkel lid bevat.

6. Aangezien artikel 180 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 gewijzigd is bij de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, behoort de inleidende zin van artikel 5 als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 180 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992, wordt aangevuld als volgt :".

7. Aan het eind van artikel 7 moet worden geschreven : "... verzekeringsondernemingen bedoeld in artikel 56, § 2, 2°, h".

8. De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat aan het begin van artikel 10 geschreven wordt : "... die in strijd met de bepalingen van artikel 9 van deze wet zijn gevestigd".

Voorts moet uit artikel 10 duidelijker blijken dat het wijzigingen in of afwijkingen van artikel 376 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreft.

.../...

9. Het zou beter zijn de inleidende zin van artikel 16 als volgt te redigeren :

"In hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992, wordt een artikel 412bis ingevoegd, luidend als volgt :".

10. In de inleidende zin van artikel 17 zou het beter zijn "vijfde lid" te schrijven in plaats van "laatste lid".

11. In artikel 21 zou het beter zijn te schrijven :

"Het eerste lid is niet van toepassing ...".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 46, 53, 56, 60 en 63.

12. Het zou beter zijn artikel 23, gelet op de strekking ervan, op te nemen in een afzonderlijke afdeling, met als opschrift : "Afdeling III. Bekrachtiging van koninklijke besluiten". Die afdeling zou dan worden ingevoegd na artikel 42, aan het eind van hoofdstuk I.

13. Het opschrift van afdeling II van hoofdstuk I van het ontwerp voldoet kennelijk niet; derhalve wordt

.../...

voorgesteld het te vervangen door het volgende opschrift :
"Afdeling II. Wijzigingen van verschillende aard".

14. Het zou beter zijn de inleidende zin van artikel 25 als volgt te redigeren :

"In boek III, titel III, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, gewijzigd bij de wetten van 23 oktober 1991, 28 juli 1992 en 5 augustus 1992, wordt een artikel 142bis ingevoegd, luidend als volgt :".

15. Met betrekking tot artikel 26 moet worden verwezen naar de opmerking die hierna wordt gemaakt omtrent artikel 32.

16. In de inleidende zin van artikel 28 moeten de woorden "aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :" vervangen worden door de woorden "aangevuld met de volgende leden :".

17. De bepaling die bij artikel 32 van het ontwerp zou worden vervangen, is in feite een bepaling tot wijziging van artikel 143, § 1, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, alsmede van artikel 122 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

.../...

Vermits gewoonlijk om redenen van duidelijkheid ontraden wordt wijzigingsbepalingen te ontwerpen die op hun beurt wijzigingen voorschrijven, wordt voorgesteld artikel 32 te laten wegvallen en de artikelen 26 en 54 van het ontwerp aldus te redigeren :

"Artikel 26.-

In artikel 143, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden "in artikel 114, 118 en 119bis bedoelde" worden vervangen door de woorden "in artikel 114, 118 en 119quinquies bedoelde";
- 2° tussen de woorden "uitgaven en kosten" en de woorden "onverminderd evenwel" worden de woorden "andere dan waardeverminderingen en minderwaarden op aandelen" ingevoegd.

Artikel 54.-

In artikel 122 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij de wetten van 14 april 1965, 22 juli 1970, 22 december 1989 en 4 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, 4°, worden de woorden "als bedoeld in de artikelen 114, 118 en 119bis" vervangen door de woorden "als bedoeld in de artikelen 114, 118 en 119quinquies";

.../...

2º het volgende lid wordt toegevoegd :

"Het evenredig recht, zonder aftrek van het reeds geïnde algemeen vast recht, wordt echter opeisbaar wanneer de in het eerste lid, 4º, bedoelde beleggingsvennootschap de erkenning bepaald bij artikel 120, § 2, van voornoemde wet van 4 december 1990 niet verkrijgt of verliest, al naar het geval, zulks te rekenen van de datum van de beslissing tot weigering of tot intrekking van de erkenning".

18. Gelet op de voorstellen die met betrekking tot de artikelen 26 en 32 zijn gemaakt, wordt voorgesteld artikel 33, §§ 3 en 4, te vervangen door de volgende tekst :

"§ 3. Artikel 26, 2º, treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 1992.

§ 4. Artikel 26, 1º, heeft uitwerking met ingang van 19 september 1992".

19. Er kan bezwaarlijk worden gesteld dat de onderverdeling "Afdeling III. Koninklijke besluiten" bijdraagt tot een betere structuur van het bepalend gedeelte. Die onderverdeling is onnodig, zodat zij behoort te vervallen.

.../...

20. Het zou beter zijn artikel 34 als volgt te redigeren :

"Opgeheven worden :

- 1° artikel 4, derde lid, van het koninklijk besluit van 28 augustus 1926 betreffende de toepassing van een verhogingscoëfficiënt op de te laat betaalde rechtstreekse belastingen en daarmede gelijkgestelde taksen;
- 2° artikel 11 van het koninklijk besluit nr. 4 van 22 augustus 1934 houdende wijziging van de wetbepalingen inzake rechtstreekse en daarmee gelijkgestelde belastingen".

21. Het zou beter zijn artikel 45 als volgt te redigeren :

"In artikel 74 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 71 van de wet van 4 augustus 1986, worden de paragrafen 3 en 5 opgeheven".

De artikelen 52, 55, 59 en 62 moeten op dezelfde wijze worden geredigeerd.

22. In onderdeel 2° van artikel 50 moet de wet van 21 augustus 1903 samen met haar wijzigingen worden vermeld.

.../...

Daar het accijnsrecht op suiker is afgeschaft, moet een onderdeel 3° worden toegevoegd dat voorziet in de opheffing van de artikelen 27 tot 35 van de wet van 19 maart 1951 inzake accijnzen.

Derhalve wordt voorgesteld artikel 50 als volgt te redigeren :

"Opgeheven worden :

- 1° het koninklijk besluit van 19 augustus 1992 tot wijziging ...;
- 2° op 1 januari 1993, de wet van 21 augustus 1903 betreffende het vervaardigen en de invoer van suiker, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1930, het koninklijk besluit nr. 83 van 16 januari 1935 en de wetten van 10 oktober 1967 en 6 juli 1978;
- 3° op 1 januari 1993, hoofdstuk IV en de artikelen 27 tot 35 van de wet van 19 maart 1951 inzake accijnzen, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1978".

23. Het zou beter zijn artikel 51 als volgt te redigeren :

"In artikel 1 van de ..., gewijzigd bij de wet van 28 juli 1992, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt :".

.../...

24. Met betrekking tot artikel 54 moet worden verwezen naar opmerking nr. 17 hierboven.

25. Artikel 57 moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 212 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij de wetten ...".

Het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 is immers doelloos geworden als gevolg van de wet van 17 juli 1985.

26. Met betrekking tot artikel 61 wordt de invoeging, in het Wetboek der successierechten, van het ontworpen boek III, dat een jaarlijkse "taks" op de coördinatiecentra invoert, niet gerechtvaardigd in de memorie van toelichting, terwijl een zodanige regeling geenszins verband houdt met de materie van dat Wetboek.

In feite zou het beter zijn de ontworpen bepaling op te nemen in het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra, een besluit dat overigens samen met zijn opschrift moet worden vermeld in het ontworpen artikel 162bis, tweede lid.

.../...

27. Als gevolg van de hierboven gemaakte opmerking nr. 17, behoort artikel 64 te worden aangevuld met het aldus geredigeerde lid :

"Artikel 54, 1º, heeft uitwerking met ingang van 19 september 1992".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par MM. P. NIHOUL et P. ERNOTTE, référendaires adjoints.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de HH. P. NIHOUL en P. ERNOTTE, adjunct-referendarissen.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.